

## CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN OUVRAGE

\*\*\*\*\*

Entre les soussignés :

**LA COMMUNE DE MONTÉLIMAR**, Hôtel de Ville, place Émile Loubet, BP 279, 26216 MONTÉLIMAR Cedex, dûment représentée à l'effet des présentes par son maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil municipal n° \_\_\_\_ du \_\_\_\_\_,

Et désignée ci-après par l'appellation « LE PROPRIÉTAIRE »

Et

D'une part,

**LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION**, Maison des Services Publics, 1, avenue Saint Martin, 26200 MONTÉLIMAR, représentée par son Président, **Monsieur Julien CORNILLET** ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil communautaire n° \_\_\_\_ du \_\_\_\_\_,

Et désignée ci-après par l'appellation « CAMA »

D'autre part,

### ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, modifiée par la loi NOTRe du 07 août 2015 et la loi du 30 décembre 2017, a créé la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dites « GEMAPI ». Cette compétence est de façon automatique attribuée aux EPCI.

En conséquence, la CAMA exerce la compétence GEMAPI et il convient de lui consentir la disposition des digues utiles à l'exercice de la compétence.

Considérant qu'il résulte des études diligentées par la CAMA exerçant la compétence GEMAPI, que les digues du Jabron et du Roubion peuvent utilement contribuer à la prévention des inondations par intégration dans le système d'endiguement géré par la CAMA;

Vu l'article L.566-12-1-I du code de l'Environnement ;

Vu le projet de document d'organisation établi par la CAMA en vue de l'obtention de l'autorisation du système d'endiguement qui intègre les digues ci-dessus nommées.

LE PROPRIÉTAIRE et la CAMA conviennent des dispositions fixées par la présente convention.

### CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIVIT :

#### **Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la mise à disposition des digues du Jabron et du Roubion situées sur les parcelles du Propriétaire au profit de la CAMA, conformément aux dispositions de l'article L.566-12-1-I du code de l'Environnement.

## **Article 2 : IDENTIFICATION DES OUVRAGES**

**LE PROPRIÉTAIRE** déclare être propriétaire des parcelles de terrain libres de toute occupation, figurant au plan cadastral de la Commune de MONTÉLIMAR comme suit :

Section	N°	Lieudit	Contenance en m <sup>2</sup>

Le plan cadastral des emprises est annexé à la présente convention.

## **Article 3 : Obligations et droits du PROPRIÉTAIRE**

- 1) Le PROPRIÉTAIRE reconnaît que les ouvrages mis à disposition de la CAMA n'ont pas d'autre usage que la prévention des inondations.
- 2) Le PROPRIÉTAIRE autorise la CAMA à effectuer tous travaux utiles sur l'ouvrage.
- 3) Le PROPRIÉTAIRE s'abstiendra de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages en vue de prévenir les inondations et les submersions ou des aménagements destinés à permettre aux ouvrages ou aux infrastructures, de contribuer à cette prévention.
- 4) Le PROPRIÉTAIRE autorise la CAMA, la société chargée de l'exploitation des ouvrages ou de celle qui, pour une raison quelconque viendrait à lui être substituée, à accéder auxdites parcelles ci-dessus mentionnées, après en avoir informé le propriétaire, de jour comme de nuit, pour assurer la conservation des ouvrages existants mais aussi pour réaliser des ouvrages complémentaires, pour pouvoir accéder aux ouvrages, maintenir les ouvrages en bon état de fonctionnement et les surveiller en toutes circonstances.
- 5) Le PROPRIÉTAIRE s'engage à porter la présente convention de mise à disposition à la connaissance de toute personne appelée à détenir des droits de propriété ou d'exploitation des biens constituant le fonds servant.

## **Article 4 : Obligations et droits de la CAMA**

- 1) La CAMA fait son affaire des démarches et obligations relatives à la prévention des inondations impliquant les digues du Jabron et du Roubion y compris en ce qui concerne les obligations découlant du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'Environnement.
  - 2) La CAMA est subrogée au propriétaire du fonds dans l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations administratives requises pour les ouvrages, travaux aménagements qui sont liés à l'objet de la convention.
- En particulier, le PROPRIÉTAIRE n'aura plus à se préoccuper des obligations résultant des articles L.554-1 à L.554-11 du code de l'Environnement, ni de celles qui seront fixées par le décret digues.

## **Article 5 : DATE DE PRISE D'EFFET ET DURÉE**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et demeure conclue tant que les ouvrages visés à l'article 2 sont nécessaires à l'exercice de la compétence GEMAPI.

**Article 6 : LITIGE**

En cas de désaccord persistant dans l'application de la présente convention de mise à disposition, les parties s'engagent à solliciter l'arbitrage du préfet qui est prévu par le dernier alinéa de l'article L.566-12-1-II.

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

À Montélimar, le \_\_\_\_\_

Pour le Propriétaire,

Pour la CAMA,